



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Demande d'examen de la situation réglementaire d'un projet vis-à-vis de la réglementation défrichement (Code forestier)

Réservé DDTM : Numéro de dossier

**DEP-21-506-055**

**Je soussigné(e) :**

Civilité  Madame  Monsieur

Nom / Prénom	AMAT	Christophe
Adresse ligne 1	67 avenue de Fontainebleau	
Adresse ligne 2		
Code postal / Ville	94270	LE KREMLIN BICETRE
Courrier électronique	christophe.amat@apij-justice.fr	
Téléphone(s)	06 26 51 19 85	

Agissant en qualité de :

Directeur de programme pour l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Demande par la présente l'examen de la situation réglementaire du projet décrit ci-dessous au regard des procédures d'autorisation de défrichement prévues par le code forestier.

Commune, lieu-dit Marseille (9e arrondissement)

Parcelles cadastrales 19 846I 14 et 19 846I 5

Surface concernée 2500 (surface du glacis)  m<sup>2</sup>  ha - (Surface à défricher)

Description de l'opération

Dans le cadre du projet de démolition-reconstruction des Baumettes 3, un glacis de sécurité sera créé sur une centaine de mètres à l'Est de l'enceinte de l'établissement. Il s'agit d'un espace de 20 m de largeur, actuellement libre de toute construction et planté de végétation rase, qui constituera un espace surveillé, de mise à distance entre le mur d'enceinte et l'extérieur. L'emprise de ce glacis est intégralement située sur des terrains appartenant à l'Etat (Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires). Ce glacis sera matérialisé

**Je joins un extrait cadastral ([cadastre.gouv.fr](http://cadastre.gouv.fr)) représentant l'emprise de mon projet et un plan de situation ([geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr)) et tout élément pouvant faciliter la compréhension du dossier (photos, etc.).**

Je certifie exacts les renseignements ci-dessus. J'ai bien noté que cette demande de renseignements ne constitue pas demande d'autorisation de défrichement. Il s'agit d'une demande d'examen de la situation de mon projet vis-à-vis des procédures d'autorisation de défrichement prévues par le code forestier. Si une autorisation est nécessaire, je déposerai un dossier complet dans les formes prévues par les textes en vigueur.

<b>Le demandeur</b>	
Date	24 novembre 2021
Sign.	<p><b>CHRISTOPHE PHE AMAT ID</b></p> <p><small>Signature numérique de CHRISTOPHE AMAT ID Date : 2021.11.24 12:42:58 +01'00'</small></p>

Cadre réservé au service instructeur	
<p>Au vu des éléments transmis et sous réserve de leur exactitude :</p> <p><input type="checkbox"/> Le projet nécessite un examen plus approfondi (dépôt d'une demande d'autorisation)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le projet ne nécessite pas d'autorisation de défrichement au motif suivant : L'opération prévue (débroussaillage) sur la partie de l'emprise en nature de bois et forêt ne remettra pas en cause la destination forestière du terrain (voir nota bene)</p>	<p style="text-align: center;">Le technicien forestier</p> <p style="text-align: center;"></p> <p style="text-align: center;"><b>Nicolas MILLOT</b> le 30/11/2021</p>
<p>Pour le préfet et par délégation  <span style="font-size: small;">D<sup>le</sup> Chef du Service <sup>ure</sup></span>  <b>de l'Agriculture et de la Forêt</b></p> <p style="text-align: center;">  <b>Faustine BARDEY</b></p>	
<p>3/12/2021</p>	

Nota bene : les collectivités et autres personnes morales non mentionnées au 2° du I de l'article L.211-1 du code forestier peuvent défricher dans leurs bois et forêts, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, sans autorisation de l'autorité administrative compétente de l'État (art. L214-13 du CF)